



# Observatoire du Transport Sanitaire 2018

Septembre 2018

---

[kpmg.fr](http://kpmg.fr)

ÉDITO



Cette 16<sup>ème</sup> édition de l'Observatoire du Transport Sanitaire paraît dans un contexte professionnel en forte turbulence.

Le secteur du transport sanitaire, malgré une évolution de son chiffre d'affaires, est confronté depuis plusieurs années à des enjeux économiques et sociaux croissants, les événements récents ou à venir vont durcir les conditions d'exercice de la profession.

Les principaux enjeux sont, d'une part, l'application depuis le 1<sup>er</sup> août 2018 de la nouvelle convention signée avec les organisations syndicales en juin 2016 qui va conduire à un accroissement structurel des coûts de personnel, et, d'autre part, la disparition du CICE en 2019, qui va impacter les résultats et la trésorerie des entreprises.

L'absence d'évolution de la convention tarifaire avec l'Assurance Maladie depuis 2010 vient amplifier ce contexte tendu, et ce, même si la consommation en services de transport sanitaire en volume est structurellement portée par le vieillissement de la population et l'évolution de l'organisation hospitalière (restructurations hospitalières, réduction des séjours hospitaliers, développement des établissements de soins de suite, recours accrus aux hospitalisations de jour), cette croissance de la demande est assez linéaire.

Face à ce besoin croissant, les établissements de santé, d'une part, cherchent à optimiser l'utilisation des moyens, et l'Assurance Maladie, d'autre part, recherche des solutions structurelles permettant d'en maîtriser le financement. Toutefois, la préservation de la santé financière des entreprises de transport sanitaire est essentielle à la pérennité du dispositif.

En parallèle de ces évolutions, on assiste à une accélération forte de la concentration de l'offre avec l'entrée en force des acteurs issus de la Mobilité ou de l'Assurance Santé.

Des éléments de réponse passent par une meilleure organisation des transports afin de répondre aux attentes des patients (fluidité et qualité du parcours de soins), à la gestion des capacités hospitalières (optimisation des flux de patients) et à l'impératif de gain de productivité des entreprises de transport sanitaire (optimisation des flux de transports, maîtrise des coûts).

Les réponses sont à la fois organisationnelles, technologiques et financières.

Au delà des constats, cet observatoire est un outil à destination des chefs d'entreprise du secteur. Il leur permet de mesurer et d'analyser la performance de leur entreprise et de se comparer. Il permet également à l'ensemble des acteurs du secteur de la santé de s'informer sur les enjeux et les difficultés réelles rencontrées par ce métier.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de cet Observatoire du Transport Sanitaire 2018.



Marc Basset  
Associé, Directeur

# SOMMAIRE



## LES TENDANCES MACRO-ÉCONOMIQUES

6

---

Perspective du marché Xerfi Risk (source Xerfi)	8
Périmètre de l'étude : nombre de sociétés	9
Périmètre de l'étude : chiffre d'affaires en 2017	10
Évolution de la répartition du chiffre d'affaires des sociétés par taille	11
Croissance du chiffre d'affaires par taille de société	12
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	13
Évolution du coût du carburant	14
Évolution du coût du travail	15
Taux de résultat net	17

---



## LES PRINCIPAUX RATIOS MICRO-ÉCONOMIQUES

18

---

Croissance du chiffre d'affaires	20
Taux de valeur ajoutée retraitée : richesse créée par l'entreprise	21
Part de l'EBE (retraité) dans le chiffre d'affaires	22
Part des frais de personnel retraités dans le chiffre d'affaires	23
Part des frais de personnel retraités dans la valeur ajoutée	24
Bilan économique (crédit-bail non-retraité)	25
Bilan économique (crédit-bail retraité)	26
Rentabilité économique : analyse de sa formation	27
Rentabilité économique : l'indice de profitabilité	28
Rentabilité économique : rotation des capitaux investis	29
Rentabilité économique	30
Gearing : ratio d'endettement	31



## ANALYSE QUALITATIVE

32

---

Méthodologie	34
Périmètre du panel	35
Répartition du chiffre d'affaires par activité	36
Grandes tendances	37
Analyse du coût des véhicules	38
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	39
Frais de personnel retraités / Chiffre d'affaires	40
Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires	41
Répartition du personnel et nombre de DEA	42
Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	43
Focus sur les investissements en véhicules et leur mode de financement	44

LES

TENDANCES

MACRO-

ÉCONOMIQUES





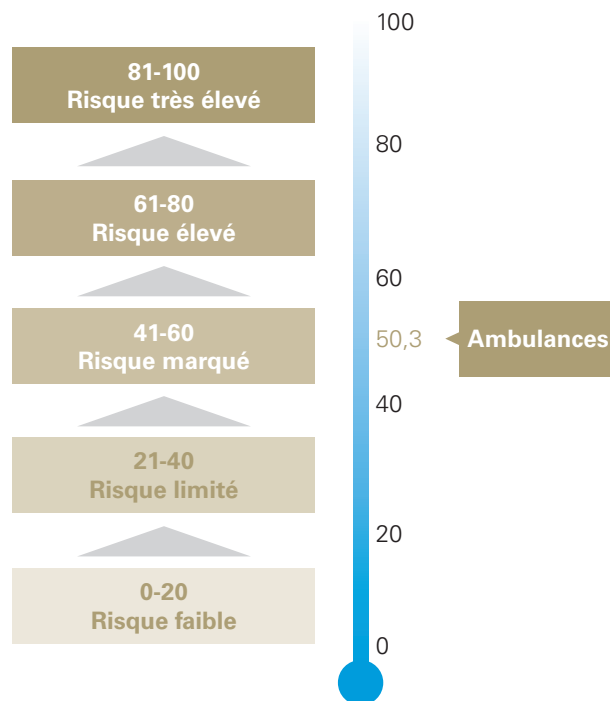
**AMBULANCE**

# PERSPECTIVE DU MARCHÉ XERFI RISK (SOURCE XERFI)

L'indicateur **Xerfi Risk** synthétise l'analyse de Xerfi sur chaque secteur et restitue une note correspondant à une probabilité de défaillance.

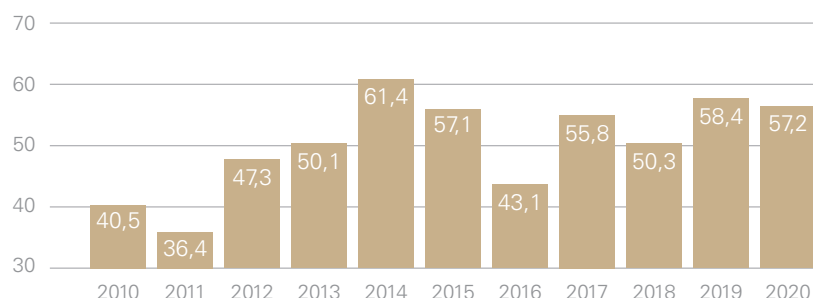
Cette probabilité correspond au rapport entre le nombre d'entreprises défaillantes et le nombre d'entreprises total du secteur. Ce rapport est converti en une note de risque selon une échelle identique pour tous les secteurs :

- une note comprise entre **0 et 20** signifie que les entreprises du secteur ont une probabilité de défaillance quasi-nulle ;
- une note comprise entre **21 et 40** signifie que la probabilité de défaut reste acceptable ;
- une note comprise entre **41 et 60** signifie que la probabilité de défaut est moyenne ;
- une note comprise entre **61 et 80** signifie que la probabilité de défaut est très significative par rapport au reste de l'économie ;
- une note comprise entre **81 et 100** signifie que la probabilité de défaillance se situe à un niveau très alarmant.



Xerfi Risk s'établira à 50,3 en 2018, ce qui représente une baisse de 5,5 points par rapport à 2017. Ces données sont, toutefois, appelées à se dégrader rapidement en 2019 ; le risque sectoriel devrait se fixer à 58,4.

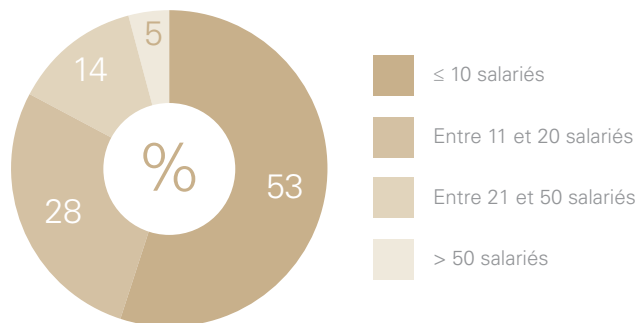
## Données annuelles et prévisionnelles





# PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE : NOMBRE DE SOCIÉTÉS

## Répartition des sociétés du panel par tranche d'effectifs



L'étude a porté sur l'évolution du secteur du transport sanitaire entre 2015 et 2016, puis entre 2016 et 2017.

Le panel a été constitué sur la base de deux critères :

- code NAF 8690A ;
- comptes déposés et disponibles : 2015, 2016, 2017.

Les sociétés observées dans ce panel font partie d'un marché constitué de 4 086 sociétés déposant leurs comptes. Nous avons réalisé un échantillonnage par la méthode des quotas.

L'étude porte sur un panel représentatif du marché de 550 sociétés publiant leurs comptes.

Le panel retenu représente environ 22,9 % du chiffre d'affaires des entreprises du secteur déposant leurs comptes.

## Rappel des fondamentaux de l'étude

1. Les tranches d'effectif retenues sont celles de la base de données Diane en fonction des effectifs déclarés dans les liasses fiscales.
2. Les sociétés appartenant à un groupe ont été affectées à la tranche des plus de 50 salariés quel que soit leur effectif propre.

	Nombre de sociétés / groupes du panel	Nombre de sociétés du marché	Pourcentage (%)
≤ 10 salariés	291	2 164	53
Entre 11 et 20 salariés	154	1 144	28
Entre 21 et 50 salariés	78	578	14
> 50 salariés	27	200	5
<b>Total</b>	<b>550</b>	<b>4 086</b>	<b>100</b>

Certaines sociétés de taxis intervenant dans le secteur du transport sanitaire ne relèvent pas du code NAF 8690A et ne sont pas prises en compte.

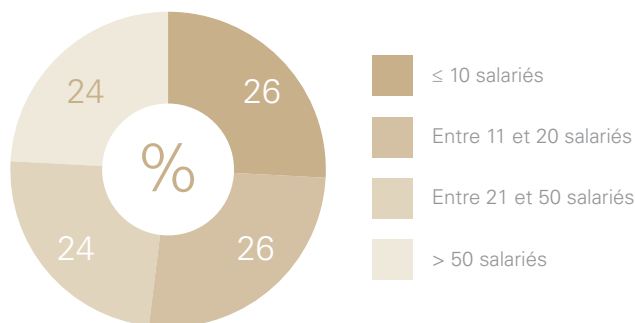
## PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE : CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2017

	Chiffre d'affaires cumulé 2017 (en K€)	Pourcentage
≤ 10 salariés	132 693,87	26,18
Entre 11 et 20 salariés	130 538,42	25,75
Entre 21 et 50 salariés	123 564,02	24,38
> 50 salariés	120 111,21	23,69
<b>Total du panel</b>	<b>506 907,51</b>	<b>100</b>

Les 550 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 507 M€ en 2017, soit un chiffre d'affaires moyen de 922 K€ par société.

Le secteur d'activité reste encore relativement atomisé ; les sociétés ou groupes de sociétés de plus de 50 salariés ne pèsent que 23,69 % du chiffre d'affaires global.

### Répartition du chiffre d'affaires 2017 par typologie de société



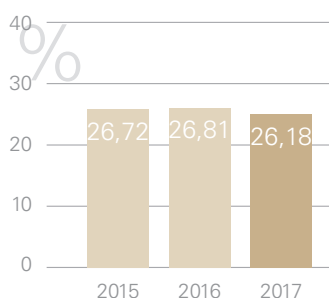
# ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES SOCIÉTÉS PAR TAILLE

## Répartition du chiffre d'affaires par taille de sociétés ou groupes de sociétés

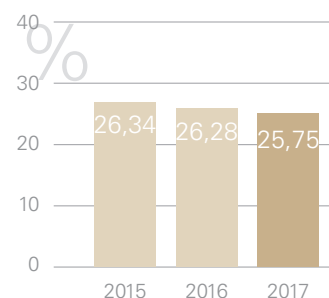
Compte tenu de ce que l'on vient d'observer précédemment, la répartition des sociétés en fonction du chiffre d'affaires reste relativement stable sur les 3 dernières années.

On observe un poids comparable des différents segments par taille de chiffre d'affaires. L'évolution de la répartition de l'activité par segment est lente.

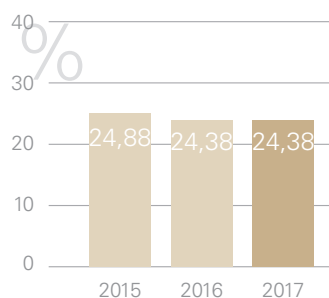
≤ 10 salariés



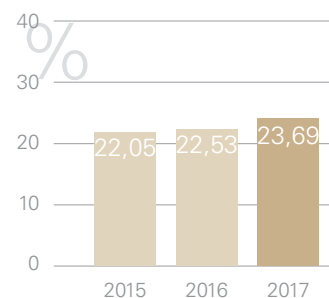
Entre 11 et 20 salariés



Entre 21 et 50 salariés



> 50 salariés



2015-2016

2016-2017

Le taux de croissance du chiffre d'affaires en 2017 est de 4,14 %.

4,63 %

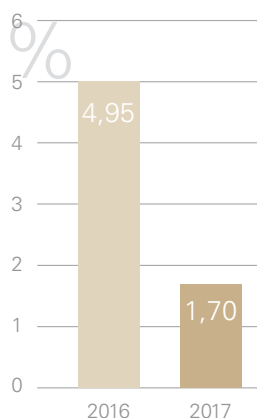
4,14 %

# CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TAILLE DE SOCIÉTÉ

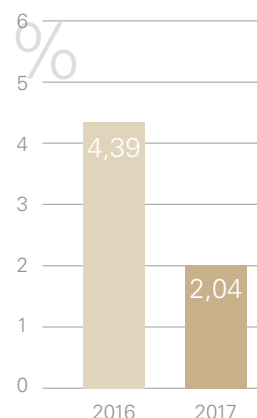
Les évolutions d'une année sur l'autre sont variables selon les tailles :

- les sociétés de moins de 10 salariés ont connu une croissance entre 2015 et 2016 de 4,95 % puis une croissance plus faible de 1,70 % entre 2016 et 2017 ;
- les sociétés de 11 à 20 salariés ont connu une croissance entre 2015 et 2016 de 4,39 %, puis une croissance s'établissant à 2,04 % entre 2016 et 2017 ;
- les sociétés de 21 à 50 salariés ont connu une croissance entre 2015 et 2016 de 2,54 %, puis de 4,11 % entre 2016 et 2017 ;
- les sociétés ou groupes de sociétés de plus de 50 salariés ont connu une croissance entre 2015 et 2016 de 6,87 %, puis une croissance à 9,54 % entre 2016 et 2017.

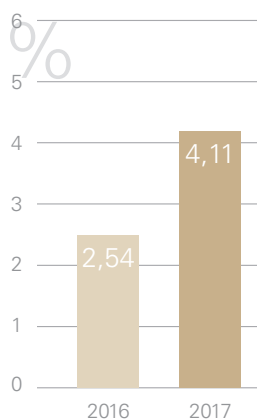
≤ 10 salariés



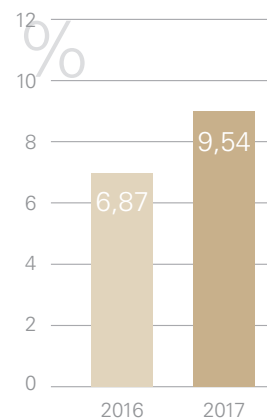
Entre 11 et 20 salariés



Entre 21 et 50 salariés



> 50 salariés



2016

2017

Moyenne du panel

4,63 %

4,14 %

## TAUX DE VALEUR AJOUTÉE : RICHESSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

La valeur ajoutée créée donne une approche du poids économique d'une entreprise et d'un secteur d'activité.

La valeur ajoutée augmente en valeur, conséquence de la progression du chiffre d'affaires.

La contribution du secteur au PIB s'accroissait de 5,04 % en 2016 et s'accroît de 2,21 % en 2017.

Valeur Ajoutée (M€)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	84,76	88,77	88,01
Entre 11 et 20 salariés	86,61	91,36	92,84
Entre 21 et 50 salariés	82,32	84,94	83,85
> 50 salariés	74,34	79,52	87,51
<b>Total du panel</b>	<b>328,03</b>	<b>344,59</b>	<b>352,21</b>

En revanche, le taux de valeur ajoutée se dégrade en 2017. Les charges externes (carburant, entretien, assurance, téléphonie, etc...) croissent plus vite que le chiffre d'affaires.

Taux de valeur ajoutée (%)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	68,18	68,04	66,33
Entre 11 et 20 salariés	70,67	71,42	71,12
Entre 21 et 50 salariés	71,13	71,57	67,86
> 50 salariés	72,46	72,52	72,86
<b>Moyenne du panel</b>	<b>70,51</b>	<b>70,80</b>	<b>69,48</b>

# ÉVOLUTION DU COÛT DU CARBURANT

Le schéma ci-contre présente l'évolution du prix à la pompe du gasoil entre 2000 et 2018.

On remarque une nette remontée du coût du gasoil en 2017, le coût revient au niveau de celui de 2008.

Le coût du gasoil constitue un élément significatif du coût de revient des prestations avec environ 5% du chiffre d'affaires en moyenne.

La fiscalité plus lourde sur l'essence (en particulier la récupération partielle de la TVA) et l'absence de solution de substitution suffisamment flexible (véhicules électriques) empêche la mise en place de solutions alternatives.

Évolution du prix du gasoil (en euro / litre) en France entre 2000 et 2018



Source : Comité National Routier



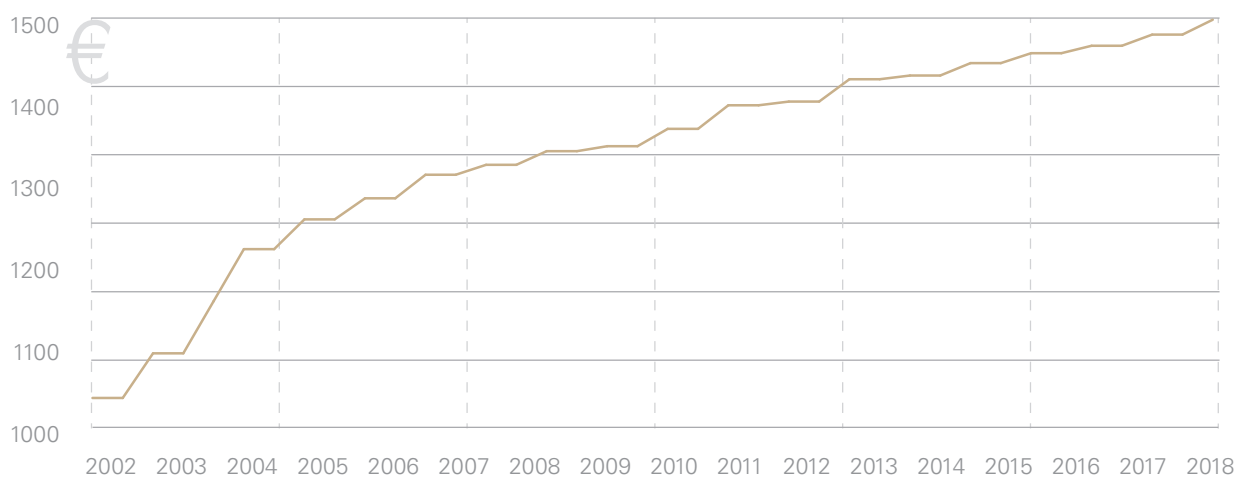
# ÉVOLUTION DU COÛT DU TRAVAIL

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution du SMIC mensuel brut entre janvier 2002 et septembre 2018 et l'évolution du taux mensuel de charges sociales entre janvier 2002 et septembre 2018.

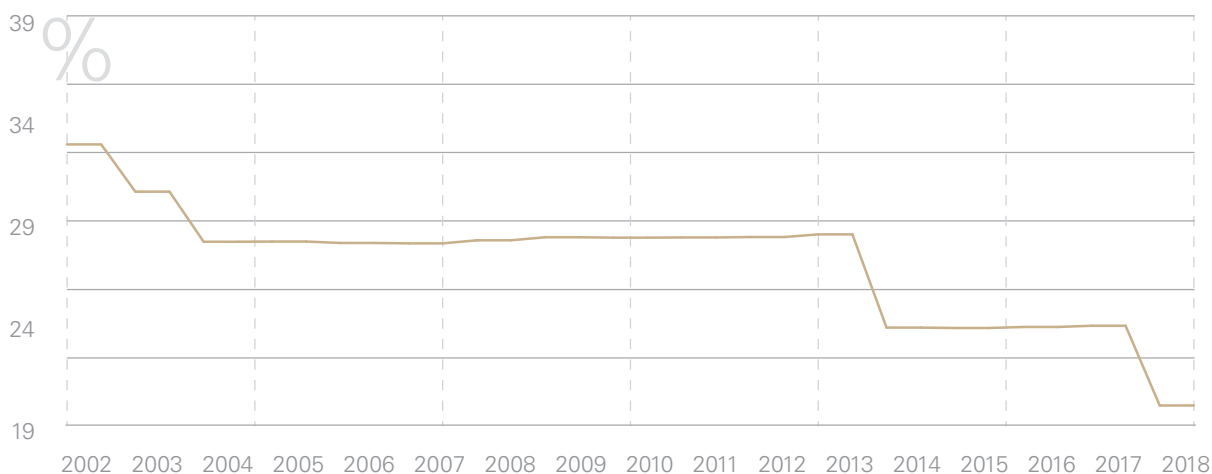
On remarque une augmentation du SMIC au cours de ces années à un rythme moyen de 2 % par an.

L'évolution des salaires a été en partie compensée par la réduction des charges sociales au niveau du SMIC.

### Évolution du SMIC mensuel brut de 2002 à 2018



### Évolution du taux de charges sociales de 2002 à 2018



# ÉVOLUTION DU COÛT DU TRAVAIL

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du coût du travail mensuel pour l'employeur entre janvier 2002 et septembre 2018.

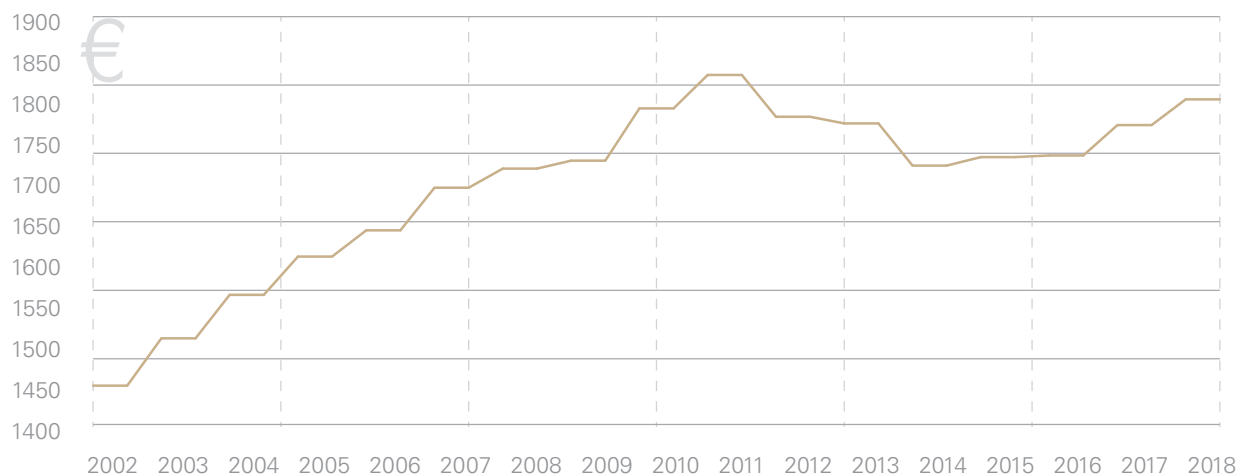
Le coût du travail en juin 2018 retrouve un niveau proche de celui d'avant la période CICE.

En l'état actuel des éléments connus pour 2019, le coût du travail s'accroîtra significativement, du fait de :

- la disparition du CICE, 6% des salaires bruts,
- la réduction du taux de charges sociales qui ne sera que de 4% à compter du 1er octobre 2019,
- l'assujettissement à l'IS de la réduction de ces charges.

Cet accroissement est amplifié par la mise en œuvre depuis août 2018 de l'accord conclu dans le cadre de l'évolution de la convention collective qui s'est traduit par une modification du décompte du temps de travail et un accroissement des taux horaires.

Évolution du coût du travail pour l'employeur de 2002 à 2018





## TAUX DE RÉSULTAT NET

Le résultat net des entreprises s'est légèrement accru entre 2015 et 2016, puis est resté stable entre 2016 et 2017.

Résultat net (M€)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	9,05	9,98	9,12
Entre 11 et 20 salariés	6,80	6,58	6,37
Entre 21 et 50 salariés	5,48	6,32	7,05
> 50 salariés	3,27	3,46	3,83
<b>Total du panel</b>	<b>24,61</b>	<b>26,34</b>	<b>26,37</b>

Le taux de résultat net est quasi stable entre 2015 et 2017.

Taux de résultat net (%)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	7,28	7,65	6,87
Entre 11 et 20 salariés	5,55	5,14	4,88
Entre 21 et 50 salariés	4,74	5,33	5,71
> 50 salariés	3,19	3,16	3,19
<b>Moyenne du panel</b>	<b>5,29</b>	<b>5,41</b>	<b>5,20</b>

LES

PRINCIPAUX

RATIOS

MICRO-

ÉCONOMIQUES





# CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

L'activité du transport sanitaire continue de croître depuis 2015.

Répartition du C.A. (M€)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	124,32	130,48	132,69
Entre 11 et 20 salariés	122,55	127,93	130,54
Entre 21 et 50 salariés	115,75	118,68	123,56
> 50 salariés	102,60	109,65	120,11
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>465,21</b>	<b>486,73</b>	<b>506,91</b>

Sur notre panel, le chiffre d'affaires a progressé de 4,14 % entre 2016 et 2017, porté par la forte croissance des sociétés ou groupes de sociétés de plus de 50 salariés.



## TAUX DE VALEUR AJOUTÉE RETRAITÉE : RICHESSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

Le chiffre d'affaires en 2017 du panel observé s'élève à 506,91 M€, soit un chiffre d'affaires moyen par société dans l'échantillon de 922 K€.

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail et de locations financières (4,25 % pour 2015, 2016 et 2017) et des prestations de holding (2,75 % du chiffre d'affaires).

Le taux de valeur ajoutée retraitée du crédit-bail et des refacturations holding est en baisse en 2017 ; il s'établit à 76,48 %.

Taux de valeur ajoutée (retraitée)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	75,18	75,04	73,33
Entre 11 et 20 salariés	77,67	78,42	78,12
Entre 21 et 50 salariés	78,13	78,57	74,86
> 50 salariés	79,46	79,52	79,86
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>77,51</b>	<b>77,80</b>	<b>76,48</b>



## PART DE L'EBE (RETRAITÉ) DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

L'EBE a été retraité des charges de crédit-bail et de locations financières (4,25 % pour 2015, 2016 et 2017).

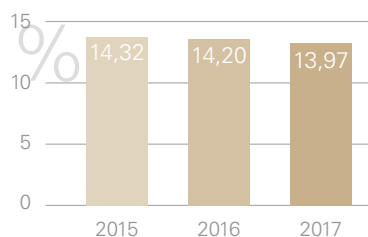
La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires évolue à la baisse, dans une proportion comparable à celle de la valeur ajoutée. Ceci laisse à considérer que l'évolution des frais de personnel a été maîtrisée.

Le taux d'EBE de l'échantillon s'élève à 10,87 % du chiffre d'affaires en 2017.

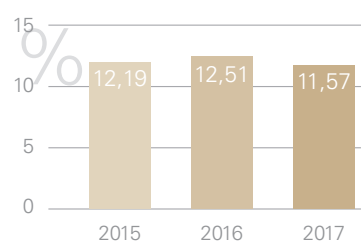
Ce taux décroît avec la taille de l'entreprise.

Part EBE dans le C.A.	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	14,32	14,20	13,97
Entre 11 et 20 salariés	12,19	12,51	11,57
Entre 21 et 50 salariés	11,27	11,64	11,43
> 50 salariés	7,84	7,51	6,11
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>11,57</b>	<b>11,62</b>	<b>10,87</b>

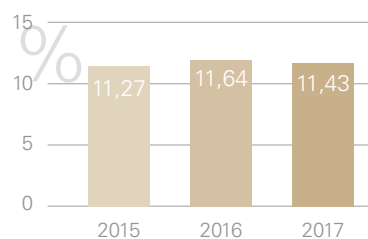
≤ 10 salariés



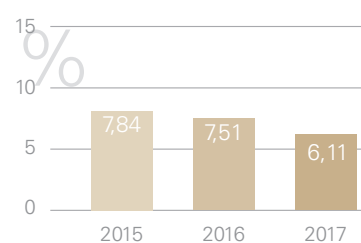
Entre 11 et 20 salariés



Entre 21 et 50 salariés



> 50 salariés



## PART DES FRAIS DE PERSONNEL RETRAITÉS DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Les frais de personnel ont été retraités à hauteur de 2,75 % du chiffre d'affaires au titre des prestations holding. En d'autres termes, les prestations holding comptabilisées en charges externes sont reclassées à hauteur de 75 % en frais de personnel.

Le montant des frais de personnel est en forte croissance, +3,45 %, porté principalement par les entreprises de plus de 50 salariés. Ceci s'explique par la mobilisation de moyens pour faire face à la croissance.

À l'échelle du panel, la progression du ratio des frais de personnel dans le chiffre d'affaires est relativement stable de 2015 à 2017. En 2017, il s'établit à 61,95 %.

La dispersion du poids des frais de personnel par rapport au chiffre d'affaires est très importante en fonction de la taille des entreprises. Le taux fluctue de 55,75 % pour les moins de 10 salariés à 69,48 % pour les plus de 50 salariés.

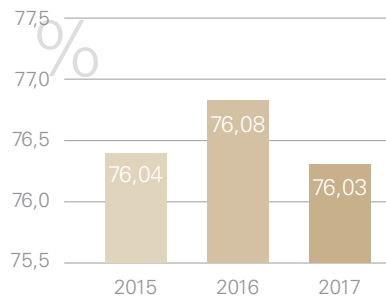
Frais de personnel retraités (M€)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	71,1	74,5	74,0
Entre 11 et 20 salariés	75,9	79,4	82,0
Entre 21 et 50 salariés	73,5	75,4	74,6
> 50 salariés	69,5	74,2	83,5
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>290,0</b>	<b>303,6</b>	<b>314,1</b>

Quote part des frais de personnel dans le C.A.	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	57,17	57,09	55,75
Entre 11 et 20 salariés	61,94	62,09	62,81
Entre 21 et 50 salariés	63,49	63,57	60,40
> 50 salariés	67,78	67,69	69,48
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>62,34</b>	<b>62,37</b>	<b>61,95</b>

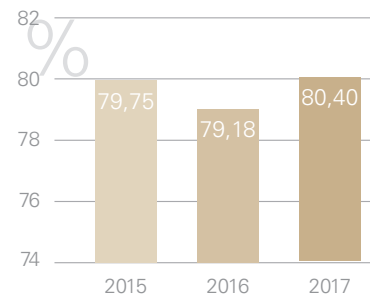
# PART DES FRAIS DE PERSONNEL RETRAITÉS DANS LA VALEUR AJOUTÉE

Les frais de personnel représentent 81 % de la valeur ajoutée en 2017 contre 80,17 % en 2016. Les charges de personnel ont augmenté plus vite que la valeur ajoutée.

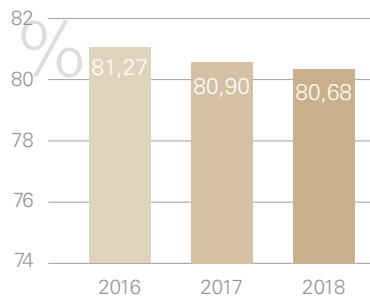
≤ 10 salariés



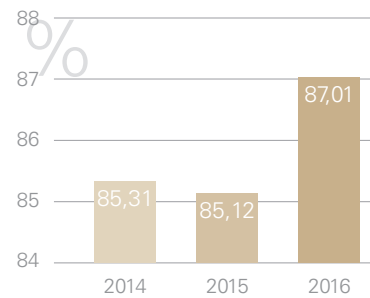
Entre 11 et 20 salariés



Entre 21 et 50 salariés



> 50 salariés



	2015	2016	2017
Frais de personnel / V.A.	80,43 %	80,17 %	81,00 %



## BILAN ÉCONOMIQUE (CRÉDIT-BAIL NON-RETRAITÉ)

Dans ce bilan économique des sociétés d'exploitation, les biens pris en crédit-bail ou en location financière n'ont pas été retraités.

L'actif est composé à près de 90 % par l'actif immobilisé. Une part significative de l'actif immobilisé est constitué des éléments incorporels liés à des acquisitions d'autorisations de mise en service (AMS), d'écarts d'acquisition, voire d'autorisations de stationnement (ADS).

Le besoin en fonds de roulement consomme peu de ressources dans ce secteur d'activité, même s'il s'est accru depuis 2015.

Total des capitaux investis (%)	2015	2016	2017
Actif immobilisé	92,37	88,68	88,68
Besoin en fond de roulement	7,63	11,32	11,32
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Total des financements (%)	2015	2016	2017
Fonds propres	80,55	82,02	84,28
Dettes financières nettes	19,45	17,98	15,72
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

## BILAN ÉCONOMIQUE (CRÉDIT-BAIL RETRAITÉ)

Dans ce bilan économique des sociétés d'exploitation, les biens pris en crédit-bail ou en location financière ont été retraités comme des biens en pleine propriété faisant donc partie de l'actif immobilisé.

La valeur de ces biens en crédit-bail et location financière a été retenue pour 7,87 % du chiffre d'affaires. Cette valeur correspond à :

- une répartition du chiffre d'affaires pour 60 % en ambulances et 40 % VSL,
- une répartition des financements effectués au cours des dernières années pour 50 % en crédit-bail et en location financière,
- un prix moyen ambulance de 60 K€ TTC,
- un prix moyen VSL de 15 K€ HT.

L'actif est composé à plus de 90 % par l'actif immobilisé. Le besoin en fonds de roulement consomme peu de ressources dans ce secteur d'activité, même s'il s'est accru depuis 2015.

Total des capitaux investis (%)	2015	2016	2017
Actif immobilisé	93,68	90,54	90,49
Besoin en fond de roulement	6,32	9,46	9,51
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Les fonds propres représentent 70,75 % des financements à fin 2017.

Les dettes financières nettes représentent 29,25 % des financements à fin 2017.

Total des financements (%)	2015	2016	2017
Fonds propres	66,73	68,53	70,75
Dettes financières nettes	33,27	31,47	29,25
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

# RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : ANALYSE DE SA FORMATION

---

La rentabilité économique mesure la capacité de l'activité à dégager un résultat pour un niveau d'investissement donné. Elle est la combinaison de deux ratios :

- le taux de profitabilité (Résultat d'Exploitation / Chiffre d'affaires) ;
- la rotation de l'actif économique (Chiffre d'affaires réalisé en fonction du Capital investi).



# RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : L'INDICE DE PROFITABILITÉ

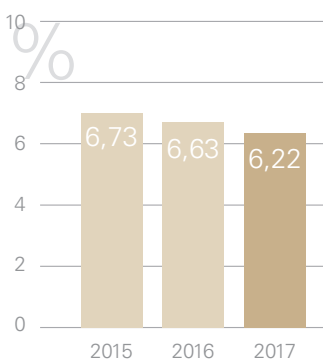
Le résultat d'exploitation est retraité des charges financières liées aux charges de crédit-bail et locations financières. Ce taux baisse régulièrement depuis 2015 et atteint 6,22 % du chiffre d'affaires en 2017.

La profitabilité décroît avec la taille des entreprises, ceci est lié à deux raisons principales :

- l'absence de rémunération des dirigeants dans certaines petites sociétés (dividendes, rémunération de gérance faible),
- la mise en œuvre de moyens supports plus importants devant conduire à améliorer la qualité de service et des contraintes sociales et réglementaires plus élevées dans les sociétés ou groupes de sociétés plus importants.

Taux de profitabilité retraité (%)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	9,28	8,63	8,62
Entre 11 et 20 salariés	6,91	6,96	6,18
Entre 21 et 50 salariés	6,06	6,60	6,86
> 50 salariés	4,17	3,90	2,97
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>6,73</b>	<b>6,63</b>	<b>6,22</b>

Moyenne de l'échantillon



# RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : ROTATION DES CAPITAUX INVESTIS

Le taux de rotation des actifs est de 2,04 ; il diminue depuis 2015.

Cela signifie qu'avec 1 € d'investissement, on réalise en moyenne 2,04 € de chiffre d'affaires.

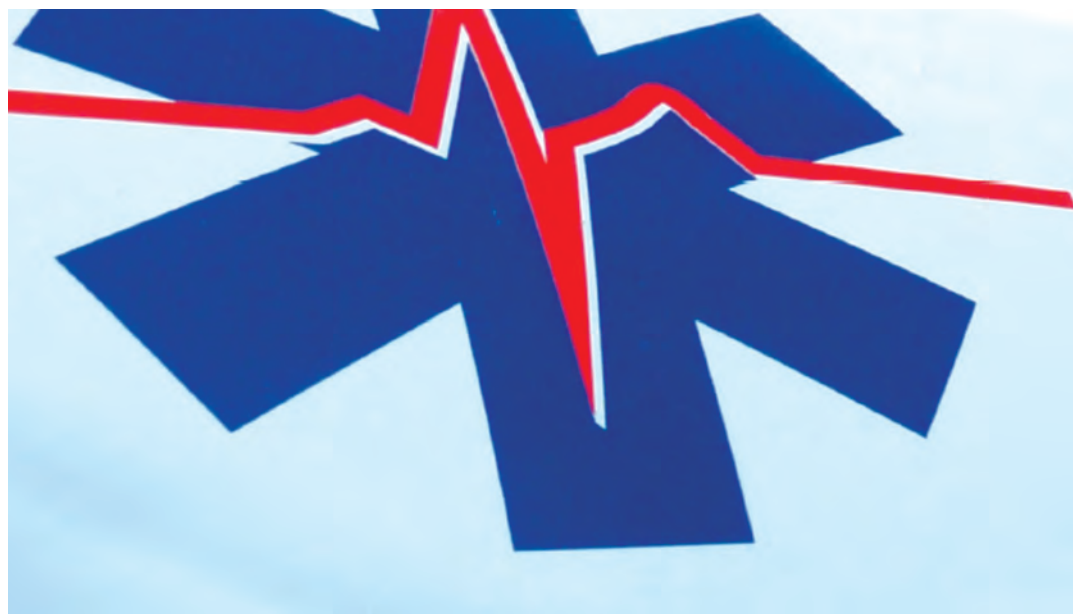
Évolution du taux de rotation des capitaux investis (retraités)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	1,79	1,74	1,72
Entre 11 et 20 salariés	2,33	2,27	2,25
Entre 21 et 50 salariés	2,22	2,23	2,16
> 50 salariés	2,61	2,26	2,14
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>2,18</b>	<b>2,09</b>	<b>2,04</b>



# RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE

La rentabilité économique baisse régulièrement depuis 2015.

<b>Rentabilité économique (crédit-bail et locations financières retraités) (%)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
≤ 10 salariés	16,59	15,02	14,80
Entre 11 et 20 salariés	16,10	15,80	13,87
Entre 21 et 50 salariés	13,49	14,75	14,85
> 50 salariés	10,90	8,80	6,35
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>14,67</b>	<b>13,85</b>	<b>12,69</b>

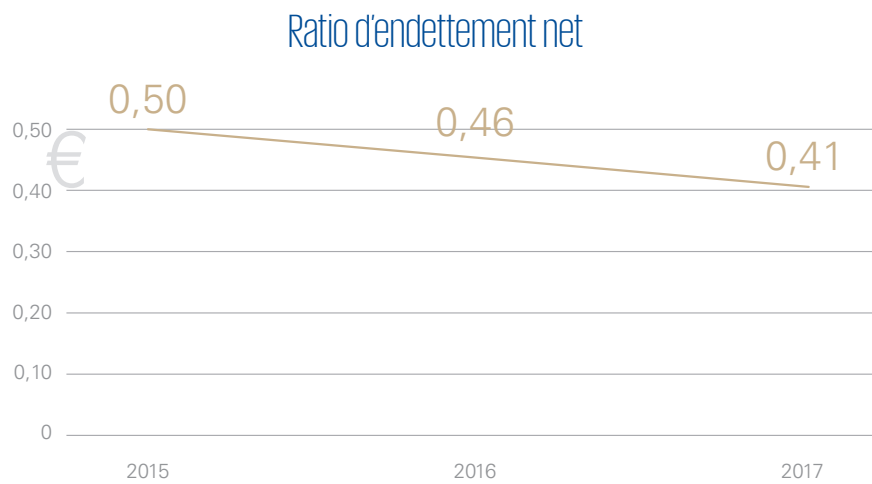


# GEARING : RATIO D'ENDETTEMENT

Ce ratio permet de mesurer le niveau de la dette par rapport aux fonds propres.

La dette retenue est la dette nette (emprunt – trésorerie excédentaire + dettes en crédit-bail et locations financières) des sociétés.

Le ratio (gearing) a maintenu, en 2017, la tendance à la baisse qu'il présente depuis 2015.





ANALYSE

QUALITATIVE







# MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de l'analyse qualitative, nous avons envoyé un questionnaire à 301 sociétés du secteur du transport sanitaire. 71 questionnaires ont pu être pleinement exploités.

Ces questionnaires nous ont permis de collecter de façon anonyme des données financières mais également non-financières sur les trois dernières années.

## Informations financières

- Bilan.
- Compte de résultat.
- Liasse fiscale.

## Informations non-financières

- Informations sur le chiffre d'affaires (ambulance [dont garde ambulancière] ; VSL ; taxi ; autres).
- Informations sur le personnel :
  - Répartition des effectifs (direction, personnel administratif, régulation, facturation, personnel roulant),
  - Les frais de personnel des holdings ont été intégrés pour leur valeur réelle,
  - Nombre de DEA par catégorie socio-professionnelle.
- Informations sur les investissements de véhicules :
  - Nombre de véhicules acquis par type (ambulance, VSL, taxi, autres),
  - Valeur de l'investissement,
  - Mode de financement.



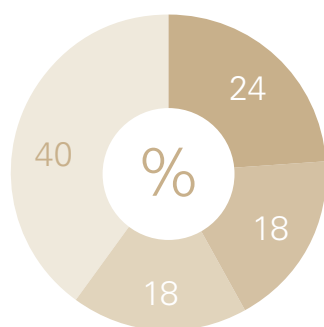
# PÉRIMÈTRE DU PANEL

Les 71 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 86 M€ en 2017.

57 % du chiffre d'affaires est réalisé par les 28 sociétés de plus de 50 salariés.

	Nombre d'entreprises du panel	Chiffre d'affaires 2017 (en K€)
≤ 10 salariés	17	6 173
Entre 11 et 20 salariés	13	10 643
Entre 21 et 50 salariés	13	20 632
> 50 salariés	28	49 346
<b>Total du panel</b>	<b>71</b>	<b>86 793</b>

Composition du panel en nombre par typologie de société



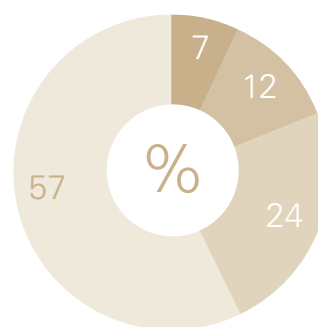
■ ≤ 10 salariés

■ Entre 10 et 20 salariés

■ Entre 20 et 50 salariés

■ > 50 salariés

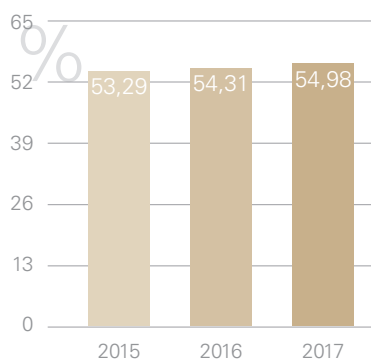
Répartition du chiffre d'affaires 2017



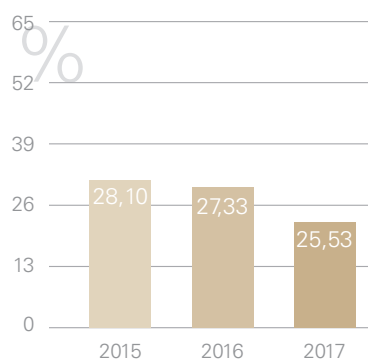
# RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

Répartition du C.A. du panel par activité sur 3 ans (K€)	2015		2016		2017	
	En valeur	En %	En valeur	En %	En valeur	En %
C.A. Ambulances	42 756	53,29	45 033	54,31	47 720	54,98
C.A. VSL	22 546	28,10	22 659	27,33	22 161	25,53
C.A. Taxis	9 438	11,76	8 730	10,53	9 148	10,54
Autres	5 493	6,85	6 491	7,83	7 765	8,95
<b>Total</b>	<b>80 233</b>		<b>82 913</b>		<b>86 793</b>	

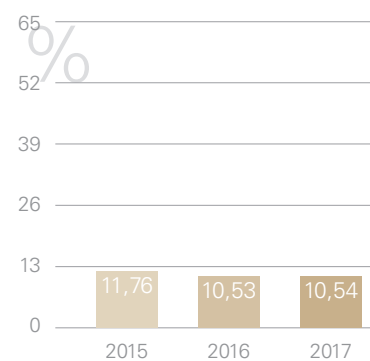
### C.A. Ambulances



### C.A. VSL



### C.A. Taxis



# GRANDES TENDANCES

Grandes tendances (K€)	2015		2016		2017	
	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.
<b>C.A. en K€</b>	<b>80 233</b>		<b>82 913</b>		<b>86 793</b>	
Coût direct hors véhicules	- 736	- 0,92	- 534	- 0,64	- 473	- 0,54
Structure	- 15 511	- 19,33	- 15 178	- 18,31	- 15 629	- 18,01
Véhicules	- 13 466	- 16,78	- 13 342	- 16,09	- 14 254	- 16,42
Masse salariale	- 45 270	- 56,42	- 50 026	- 60,34	- 53 271	- 61,38
Résultat financier	- 309	- 0,39	- 266	- 0,32	- 243	- 0,28
Résultat exceptionnel	490	0,61	395	0,48	452	0,52
Impôts	- 681	- 0,85	- 673	- 0,81	- 402	- 0,46
<b>Résultat net</b>	<b>4 749</b>	<b>5,92</b>	<b>3 290</b>	<b>3,97</b>	<b>2 972</b>	<b>3,42</b>

Les charges de personnel restent le poste le plus important du compte de résultat. Elles représentent 61,38 % du chiffre d'affaires. En 2017, la part de frais de personnel s'est légèrement accrue.

L'impact du CICE s'est accru en 2017. Le CICE représente 2 044 K€ sur notre échantillon, soit 2,36 % du chiffre d'affaires. Le taux de CICE était de 7 % des salaires bruts inférieurs à 2,5 fois le SMIC en 2017.

Sans le CICE, la masse salariale aurait représenté 63,74 % du chiffre d'affaires.

Le coût des véhicules est stable à 16,42 % du chiffre d'affaires.

Les frais de structure sont en baisse : ils représentent 18,01 % du chiffre d'affaires en 2017.

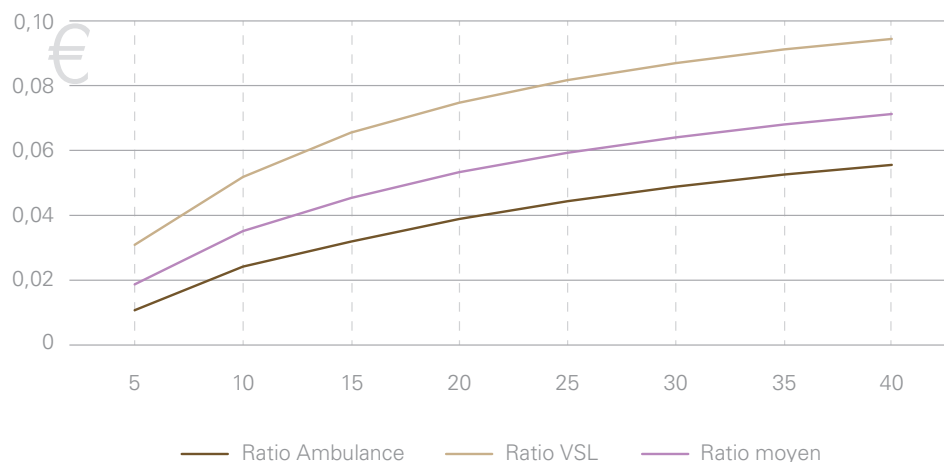
# ANALYSE DU COÛT DES VÉHICULES

	2015		2016		2017	
	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.
<b>C.A. en K€</b>	<b>80 233</b>		<b>82 913</b>		<b>86 793</b>	
Carburant	3 740	4,66	3 803	4,59	4 260	4,91
Coût de l'investissement (DAP, CB, Loc)	5 633	7,02	5 344	6,44	5 702	6,57
Entretien et petit équipement	2 755	3,43	2 747	3,31	2 845	3,28
Assurances	1 337	1,67	1 449	1,75	1 448	1,67
<b>Total du coût des véhicules</b>	<b>13 446</b>	<b>16,78</b>	<b>13 342</b>	<b>16,09</b>	<b>14 254</b>	<b>16,42</b>

Le montant des coûts des véhicules est en hausse significative depuis 2015. Toutefois la part des coûts de véhicule dans le chiffre d'affaires reste relativement stable. Le poids du carburant augmente fortement à 4,91 % du chiffre d'affaires, soit un accroissement de près de 7 points sur l'exercice. Le niveau d'investissement se maintient à un niveau désormais stable, à hauteur de 6,57 % du chiffre d'affaires en 2017.

Le graphique ci-dessous indique le poids estimé du budget "Carburant" dans le chiffre d'affaires pour l'ambulance et le VSL ainsi que la moyenne constatée en fonction du poids respectif des activités dans le chiffre d'affaires global. Le budget "Carburant" standard d'une entreprise effectuant 20 kms de moyenne en charge en ambulance et en VSL avec 60 % du chiffre d'affaires en ambulance s'élève à 5,6 % du chiffre d'affaires.

Évolution du coût du carburant (en % du C.A.) en fonction du nombre de kms parcourus



## TAUX DE VALEUR AJOUTÉE : RICHESSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail, de location financière et des prestations holding.  
Le taux de valeur ajoutée n'évolue que faiblement à la baisse en 2017, il s'établit à 78,90 % du chiffre d'affaires.

Valeur ajoutée (en K€)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	4 026	4 548	4 575
Entre 11 et 20 salariés	7 825	8 300	8 315
Entre 21 et 50 salariés	15 130	15 892	15 796
> 50 salariés	35 678	36 876	39 792
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>62 660</b>	<b>65 617</b>	<b>68 477</b>

Taux de valeur ajoutée (%)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	73,85	75,07	74,11
Entre 11 et 20 salariés	77,63	78,35	78,13
Entre 21 et 50 salariés	77,82	77,10	76,56
> 50 salariés	78,83	80,78	80,64
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>78,10</b>	<b>79,14</b>	<b>78,90</b>

## FRAIS DE PERSONNEL RETRAITÉS / CHIFFRE D'AFFAIRES

Le cumul des frais de personnel comprend :

- les salaires bruts de l'ensemble du personnel roulant et de structure,
- les salaires bruts de la direction,
- les charges sociales et fiscales sur les salaires,
- les taxes sur les salaires,
- les frais de formation (y compris la taxe),
- les frais de déplacements,
- les frais de personnel refacturés par les sociétés mères auprès des filiales dans le cas des sociétés faisant partie d'un groupe,
- le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

Les frais de personnel continuent de croître, portés par la dynamique de création d'emploi, notamment celle des entreprises de plus de 50 salariés.

Frais de personnel retraités (K€)	2015	2016	2017
≤ 10 salariés	3 189	3 553	3 607
Entre 11 et 20 salariés	6 329	6 568	6 870
Entre 21 et 50 salariés	11 329	12 612	13 001
> 50 salariés	30 168	32 884	34 669
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>51 016</b>	<b>55 617</b>	<b>58 148</b>

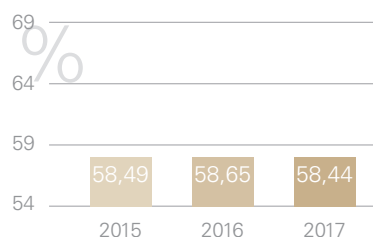


# PART DES FRAIS DE PERSONNEL DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

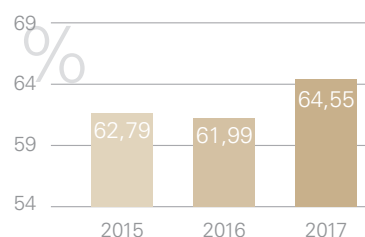
La part des frais de personnel retraités dans le chiffre d'affaires est stable entre 2016 et 2017.

Les frais de personnel retraités représentent 67 % du chiffre d'affaires en 2017 contre 67,08 % l'an passé ; ceci en dépit de la hausse d'un point du CICE en 2017.

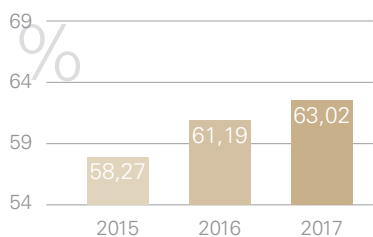
≤ 10 salariés



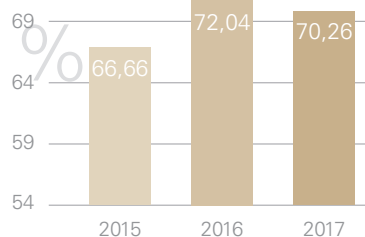
Entre 11 et 20 salariés



Entre 21 et 50 salariés



> 50 salariés



	2015	2016	2017
Total de l'échantillon	63,58 %	67,08 %	67,00 %

# RÉPARTITION DU PERSONNEL ET NOMBRE DE DEA

	Direction + Administratif	Régulation	Roulant	Total
Nombre de salariés	81	65	1 293	1 440
Nombre de DEA	33	21	636	690
<i>Quote-part du personnel</i>	5,6 %	4,5 %	89,8 %	100,0 %
<i>Quote-part de DEA</i>	40,6 %	32,3 %	49,2 %	48,0 %

Le personnel « roulant » représente 89,8 % des effectifs.

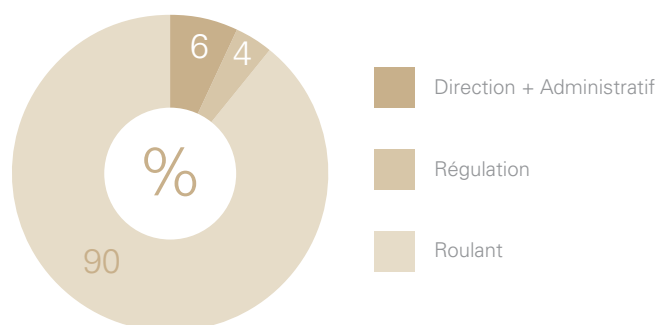
Les salariés titulaires d'un DEA constituent 48,0 % des effectifs globaux des entreprises observées.

Les DEA représentent 49,2 % des personnels roulants.

La quote-part de personnel affectée à la régulation est de 4,5 % de l'ensemble.

La quote-part de personnel affectée aux tâches administratives est de 5,6 % de l'effectif global.

Répartition du personnel



## PART DE L'EBE DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La part de l'EBE a été retraitée des charges de crédit-bail et location financière.

La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires est en baisse.

En 2017, l'EBE de l'échantillon total représente 9,15 % du chiffre d'affaires. On observe une forte disparité en fonction de la taille des entreprises.

Les sociétés de plus de 50 salariés ont une part d'EBE dans le chiffre d'affaires plus faible. Ceci est lié à la structure de personnel nécessaire pour gérer cette taille d'entreprise ; ces coûts évoluent par paliers.

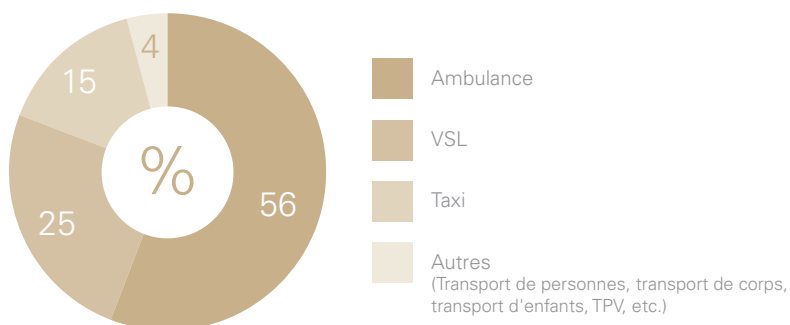
Au sein des entreprises de moins de 10 salariés, on compte des entreprises dans lesquelles la rémunération du gérant n'est pas systématiquement intégrée (dividendes, rémunération faible).

<b>EBE retraité (en K€)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
≤ 10 salariés	756	874	830
Entre 11 et 20 salariés	1 278	1 486	1 189
Entre 21 et 50 salariés	3 841	3 178	2 627
> 50 salariés	5 309	3 463	4 067
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>11 185</b>	<b>9 001</b>	<b>8 713</b>

<b>Part EBE dans le C.A. (%)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
≤ 10 salariés	13,87	14,42	13,44
Entre 11 et 20 salariés	12,68	14,03	11,17
Entre 21 et 50 salariés	19,76	15,42	12,73
> 50 salariés	11,73	7,59	8,24
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>12,58</b>	<b>9,63</b>	<b>9,15</b>

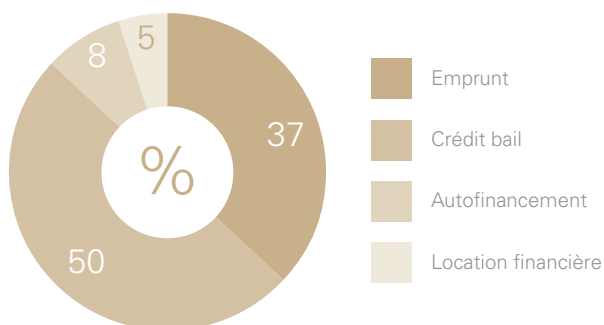
# FOCUS SUR LES INVESTISSEMENTS EN VÉHICULES ET LEUR MODE DE FINANCEMENT

Types d'investissement



La répartition des investissements tend à montrer un équilibre dans les investissements réalisés.

Mode de financement



Le financement par crédit-bail est majoritaire.

La location financière reste marginale dans le mode de financement des entreprises.





CONCLUSION

L'étude quantitative réalisée nous apporte un certain nombre d'éclairages sur la situation économique du secteur du transport sanitaire.

L'observation du panel de 550 entreprises représentatives de l'activité du transport sanitaire conduit aux constats suivants :

- Un chiffre d'affaires en croissance de 4,14 %,
- Une stabilité du taux de résultat net en grande partie liée à l'effet CICE,
- Une cotation du risque sectoriel par Xerfi, qui s'améliore même si le risque reste « marqué » et que la perspective de risque 2019 est considérée comme beaucoup plus accentuée,
- Une poursuite de la concentration même si le secteur demeure très atomisé.

L'analyse approfondie faite à partir du panel de 550 entreprises validé par la méthode des quotas permet d'aller plus avant dans la compréhension des performances du secteur. On y constate :

- Un taux de valeur ajouté retraité, d'une part, des coûts d'investissements financés en crédit-bail et location financière, et, d'autre part, des prestations holding, qui baisse sensiblement pour s'établir à 76,48%,
- Un taux d'excédent brut d'exploitation en baisse significative, qui atteint 10,87 % du chiffre d'affaires ; la baisse du taux de valeur ajoutée n'est pas compensée par la maîtrise du poids des frais de personnel,
- Le poids des frais de personnel dans le chiffre d'affaires baisse légèrement pour s'élever à 61,95%. On mesure à ce niveau l'impact du point de CICE complémentaire en 2017. Les charges de personnel représentent 81 % de la valeur ajoutée, en légère augmentation,
- La situation financière des sociétés se stabilise, le niveau de fonds propres s'accroît et l'endettement, tous modes de financements confondus, représente 41,34 % des fonds propres,
- La rentabilité économique est en régression depuis 3 ans, on observe, d'une part, un taux de profitabilité qui décroît à hauteur de 6,22 %, et d'autre part, un niveau de productivité qui baisse, en moyenne, toutes tailles d'entreprises confondues ; 1 € d'investissement permet de réaliser 2,04 € de chiffre d'affaires.
- La profitabilité des entreprises de plus de 50 salariés est significativement plus faible du fait d'un poids des frais de personnel plus important, 69,48 % du chiffre d'affaires alors que leur productivité est supérieure à la moyenne avec un chiffre d'affaires de 2,14 € par € investi.

L'étude qualitative réalisée nous permet de mieux comprendre les enjeux essentiels auxquels sont confrontées les entreprises de transport sanitaire.

L'observation approfondie d'une population de 71 entreprises réalisant 86,8 M€ de chiffre d'affaires nous conduit aux constats suivants :

- La répartition du chiffre d'affaires dans les entreprises de transport sanitaire (code NAF 8690 A) évolue légèrement, l'activité Ambulance pèse 55 % du chiffre d'affaires, l'activité VSL atteint 25 % du chiffre d'affaires et l'activité Taxis, 11 %, les autres activités pèsent de plus en plus même si elles restent encore accessoires à hauteur de 9% du chiffre d'affaires (transport de sang, TPMP),
- L'analyse des frais de véhicules amène à constater un accroissement du coût à hauteur de 16,42 % du chiffre d'affaires, on constate, d'une part, un accroissement significatif du coût du carburant qui atteint environ 5% du chiffre d'affaires, et, d'autre part, une stabilité des frais d'entretien et d'assurance. Le niveau des investissements réalisés paraît se stabiliser entre 6 et 7 % du chiffre d'affaires,
- L'évolution des frais de personnel totaux est stabilisée, ils représentent 67 % du chiffre d'affaires, le CICE a un impact en atténuation des coûts qui atteint 2,36 % du chiffre d'affaires, les charges de personnel à hauteur de 69,36 % du chiffre d'affaires, hors CICE, constituent un enjeu majeur surtout dans le contexte de l'évolution du cadre conventionnel en août 2018. La gestion des temps de travail et l'effort sur la recherche d'une économie d'échelle sur les fonctions support doivent être intensifiés.

L'ensemble des éléments ci-dessus démontre que les entreprises, en dépit des efforts consentis n'ont pas réussi en 2017 à améliorer significativement la situation d'exploitation ; seule la situation financière progresse. Dans un contexte de gel des tarifs, la croissance de l'activité provient uniquement de l'évolution de la demande. On peut considérer que le niveau d'évolution actuel tend à se rapprocher, à condition de remboursabilité identique, d'un taux d'évolution structurel lié à l'organisation hospitalière, l'évolution démographique et aux habitudes de consommation de soins au sein de la société française.

Au cours de l'année à venir, sans évolution tarifaire actée à ce jour, la situation des entreprises va se dégrader. Les impacts, d'une part, de l'application de la nouvelle convention collective, et, d'autre part, de la hausse du prix du carburant vont impacter significativement les performances.

Des évolutions technologiques importantes vont fortement modifier les modes de travail et le modèle économique de la profession.

Nous observons sur le marché un mouvement de concentration accompagné par l'entrée des acteurs de la mobilité, croissance externe, réseaux, ceci doit amener chaque dirigeant à se projeter pour positionner au mieux son entreprise dans ce secteur en pleine mutation.











## Contact

### Marc Basset

#### Associé, Directeur

Tél. : +33 (0)1 55 68 20 14

Port. : +33 (0)6 11 71 05 02

E-mail : mbasset@kpmg.fr

**kpmg.fr**

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2018 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France.  
Conception - Réalisation : Communication - OLIVER - Septembre 2018.

Crédit photos : iStock, © Jussieu Secours.